

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
UNITE – EGALITE - PAIX



Ministère de la Promotion de la femme
Du Bien Etre familial et des Affaires Sociales

***ETAT DES LIEUX DE L'ALPHABETISATION
EN REPUBLIQUE DE DJIBOUTI***

Décembre 2009

SOMMAIRE

	Page
Liste des Acronymes et abréviations	P4
Bibliographie	P5
1. Contexte	P6
2. Méthodologie	P6
3. Recensement de tous les intervenants dans l’alphabétisation	P7
3.1. Tableau récapitulatif	7
3.2. Présentation des différents types d’organisation	7
1.2.1. Les organisations publiques	7
2.2.2. Les ONG agréées	7
3.2.3. Les organisations privées ou non formelles	8
4.2.4. Les atouts du système d’alphabétisation	8
5.2.5. Les difficultés	8
6.2.6. Les défis à relever	8
4. Le Pays	P9
4.1. Aspect physique	10
4.2. Aspect socio économique	10
1.2.1. La démographie	10
2.2.2. La situation économique	10
3.2.3. Difficultés sociales	10
4.2.4. La cause des problèmes sociaux	12
5. Les textes législatifs et réglementaires	P12
5.1. La volonté politique	12
5.2. Le contenu de la loi d’orientation	12
6. La situation de l’AENF à Djibouti	P13
6.1. La mission	13
6.2. Alphabétisation et développement économique et social	14
6.3. Des chiffres très insuffisants	14
6.4. Des déscolarisés de plus en plus nombreux	15
6.5. Une absence de stratégie	15
6.6. Les différentes campagnes d’alphabétisation	16

7. Les principales organisations intervenantes dans le domaine de l'alphabétisation	P17
7.1. L'UNFD	18
1.1.1. Présentation de l'organisation	18
2.1.2. Présentation de l'expérience de l'UNFD	18
7.1.2.1. Expérience	18
7.1.2.2. La demande en alphabétisation	19
7.1.2.3. Offre en alphabétisation	19
7.1.2.4. Méthode d'enseignement et outils	19
7.1.2.5. La langue d'alphabétisation	19
7.1.2.6. Les évaluations	20
7.1.2.7. Les atouts de l'UNFD	21
7.1.2.8. Les difficultés que rencontre l'UNFD	21
7.2. Le Ministère de la Promotion de la Femme	22
7.2.1. Présentation générale	22
7.2.2. Le projet d'alphabétisation du Ministère de la Promotion de la femme	24
7.2.2.1. Les objectifs du projet	24
7.2.2.2. Les objectifs spécifiques	24
7.2.2.3. Les différentes phases du projet	24
7.2.2.4. Réalisations quantitatives	24
7.2.2.5. Recrutement et formation des alphabétiseurs	25
7.2.2.6. Mécanismes de gestion et de suivi	25
7.2.2.7. Post Alphabétisation	25
7.2.2.8. Mécanismes de gestion, de suivi et d'évaluation	26
7.2.2.9. Effectifs des apprenantes	27
7.2.2.10. Evaluation des actions	28
8. Les constats	P28
8.1. La durée actuelle des formations	28
8.2. Les supports pédagogiques utilisés	28
8.3. La méthode d'apprentissage de la lecture utilisée par la plupart des opérateurs	28
8.4. Le pays ne dispose pas pour le moment d'un corps permanent d'alphabétiseurs	29
8.5. L'existence d'une motivation	29
8.6. Analyse statistique de la situation	30
8.7. L'impact de ces différents programmes d'alphabétisation	30
8.7.1. L'impact quantitatif	30
8.7.2. L'impact qualitatif	31
8.7.3. L'impact général	31
8.7.3.1. Evaluation du niveau de connaissance	31
8.7.4. Profil socioéconomique des alphabétisés	32
9. Les recommandations	P34
10. Conclusion	P35
Annexe	P36

LISTE DES ACRONYMES ET AUTRES ABREVIATIONS

C.P. : Conseiller Pédagogique

MENESUP : Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur

BID: Banque Islamique de Développement

UNFD: Union Nationale des Femmes Djiboutiennes

AENF : Alphabétisation et Education Non Formelle

BAD : Banque Africaine de Développement

BIBLIOGRAPHIE:

- Rapport périodique Juin 2007

- Rapport concernant la mission réalisée en décembre 2005 par Claude Jessua et l'enquête conduite sur le terrain qui a fait suite.

- Rapport trimestriel sur le projet d'alphabétisation en langue arabe phase 2 du projet BID

- Rapport périodique 2006

- Rapport périodique mai 2007

- Rapport sur la situation et analyse de l'alphabétisation des adultes et de l'éducation non formelle «Saada Abdi Moussa» juillet 2006

Introduction

Le Ministère de la Promotion de la Femme du Bien Etre Familial et des Affaires Sociales, s'inscrivant dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement ainsi que ceux de l'Education Pour Tous de Dakar, a diligenté en collaboration avec l'UNESCO, dans le cadre de l'initiative LIFE, une étude sur la situation de l'alphabétisation en République de Djibouti.

La République de Djibouti accède en 2010 à l'espace LIFE, le mécanisme d'assistance de l'UNESCO qui consiste à soutenir 35 pays dans leur objectif d'obtenir une amélioration de leur taux d'alphabétisation de 50% d'ici 2015 par le biais du renforcement des processus et capacités au niveau national pour développer les activités d'alphabétisation et d'accroître la participation à celles-ci.

Ce présent rapport passe donc, en revue l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de l'alphabétisation et donne une photographie de la situation actuelle en 2010.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République de Djibouti fait partie des pays les moins alphabétisés du continent africain, en effet d'après les dernières statistiques le taux d'analphabétisme est estimé à 78% pour les femmes et 67 % pour les hommes ; cette situation place la république de Djibouti parmi les pays les moins alphabétisés du continent. Voyons ce qu'en dit Jessua dans son rapport de mission consacré à l'alphabétisation.

« La République de Djibouti est confrontée à un taux d'analphabétisme très préoccupant qui la place aujourd'hui parmi les pays africains les moins alphabétisés. Selon les données les plus récentes dont on dispose (*enquêtes EDSF/PAPFAM et EDAM-IS-IS2 sur la pauvreté*), le pourcentage de population âgée de 15 ans et plus ne sachant ni lire ni écrire serait actuellement de 73% (78% pour les femmes et 67% pour les hommes.) Dans une situation où se conjuguent, de plus, pénurie budgétaire et importante croissance démographique, ce taux constitue évidemment une sérieuse entrave au développement économique, social et humain du pays. ».

Mais le gouvernement de la république de Djibouti, a entrepris depuis plus d'une décennie un travail d'alphabétisation de grande envergure, qui se poursuit jusqu'aujourd'hui. De nombreux emprunts ont été contractés par le gouvernement qui tente autant que possible de lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté.

Des ONG ont également entrepris des actions d'alphabétisation en fonction de leur moyen, parfois avec l'aide des institutions gouvernementales.

Une multitude de petites organisations privées tentent aussi de faire un travail d'alphabétisation, il y a donc un travail important qui est réalisé et qui est entrain de se poursuivre.

Il y a donc une volonté affirmée de lutter efficacement contre l'analphabétisme à tous les niveaux de la société, comme nous l'avons dit plus haut l'analphabétisme touche une proportion très importante de la population, en moins d'une décennie une population estimée à 45000 personnes qui ont bénéficié des différents programmes d'alphabétisation.

L'étude que nous allons réaliser va essentiellement se composer de deux parties :

- Une partie travail de terrain qui va tenter de recenser l'ensemble des organisations qui travaillent dans le domaine de l'alphabétisation qu'elles soient privées ou publiques.
- Une seconde partie qui est beaucoup plus recherche documentaire et tentera autant que possible de donner une idée aussi exacte que possible des recherches disponibles à l'heure actuelle sur le sujet de l'alphabétisation.

2. METHODOLOGIE

Il y a dans notre travail deux aspects, qu'il faut mener de front, le premier de ces aspects c'est de faire un recensement aussi complet que possible des organisations qui travaillent dans le domaine de l'alphabétisation au niveau national.

Ce travail est essentiellement un travail de terrain, des enquêteurs sont envoyés sur le terrain pour recenser toutes les organisations qui font de l'alphabétisation, qu'elles soient du formel ou du non formel.

Le second travail est un travail documentaire, il s'agit de rechercher toutes les informations disponibles et qui se rapportent à l'alphabétisation dans notre pays. Malheureusement on constate qu'il y a très peu d'informations disponibles sur l'alphabétisation.

3. RECENSEMENT DE TOUS LES INTERVENANTS DANS L'ALPHABETISATION

3.1. Tableau récapitulatif (Voir en annexe)

3.2 Présentation des différents types d'organisations

Les organisations qui travaillent dans le domaine de l'alphabétisation appartiennent à trois catégories, les organisations publiques, les ONG agréer, et les organisations privées ou non formelles.

3.2.1. Les organisations publiques

Les organisations publiques qui travaillent dans le domaine de l'alphabétisation sont :

- Le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Promotion de la Femme et du Bien Etre Sociale. Le premier apporte surtout un appui technique à des organisations qu'elles soient du public, de la société civile ou parfois du privé.
- Le second agit sur le terrain et est actuellement le ministère qui fait le plus gros travail d'alphabétisation au niveau national, même si pour le moment l'alphabétisation mené par le ministère ne concerne que les femmes. On sait que près de 20000 personnes ont été alphabétisé en moins d'une décennie. Une présentation plus détaillée du remarquable travail qui a été réalisé par le Ministère de la Promotion de la Femme est exposée plus bas.

Ce ministère dispose également de la plus grande expérience dans le domaine de l'alphabétisation.

3.2.2. Les ONG agréées

Au second plan nous avons les organisations non gouvernementale dites agréer, c'est-à-dire qui ont la reconnaissance et l'appui du gouvernement, ces organisations sont au nombre de cinq :

- l'UNFD

- AL-BIRI charitable
- Mère et Enfant
- Bender-Djedid
- LEC

Ces organisations disposent de locaux, ont certaines capacités, même si ces capacités sont limitées, elles ont la capacité de mener une campagne toutes seules.

3.2.3. Les organisations privées ou non formelles

Il y a enfin les petites organisations qui n'ont pas forcément la reconnaissance du gouvernement, mais qui en fonction de leurs moyens agissent malgré tout dans le domaine de l'alphabétisation.

Ces organisations ne disposent pas forcément de locaux fonctionnels qui leur sont propres. Elles ont très peu de moyens, leur motivation première est essentiellement lucrative.

3.2.4. Les atouts du système d'alphabétisation

Les atouts de notre système d'alphabétisation résident essentiellement sur trois éléments que nous allons énumérer dans ce qui suit : un engouement formidable pour l'alphabétisation existant au niveau de la population, un gouvernement conscient de l'importance de l'alphabétisation pour un développement durable, un véritable dynamisme au niveau des organisations privées et publiques.

Nous pensons qu'avec ces trois éléments le système d'alphabétisation ne peut que progresser et se développer.

3.2.5. Les difficultés

Les difficultés existent et on peut les résumer comme suit : manque de locaux fait à cet effet, actuellement l'alphabétisation se fait dans les locaux et les mobiliers de l'éducation nationale, ces locaux comme ces mobiliers ne sont pas du tout adaptés aux adultes, ce sont des locaux et matériels déjà suffisamment utilisés par les enfants, ont atteint leur capacité maximum. D'où d'ailleurs une forte usure et dégradation à la fois du matériel et des locaux.

L'autre problème qui se pose c'est l'impossibilité d'adapter les horaires à la disponibilité des alphabétisés, ajouté à cela une insuffisance des moyens financiers mis à la disposition des programmes d'alphabétisation, manque d'organes de coordination, manque de formation du personnel enseignant.

3.2.6. Les défis à relever

Les défis à relever par notre système d'alphabétisation on peut les résumer comme suit, il faudrait :

- ◆ Atteindre dans les dix années qui viennent un taux d'analphabétisme inférieur à 50% hommes et femmes confondus.

- ◆ Atteindre l'objectif d'une alphabétisation de qualité et dans l'ensemble du pays.

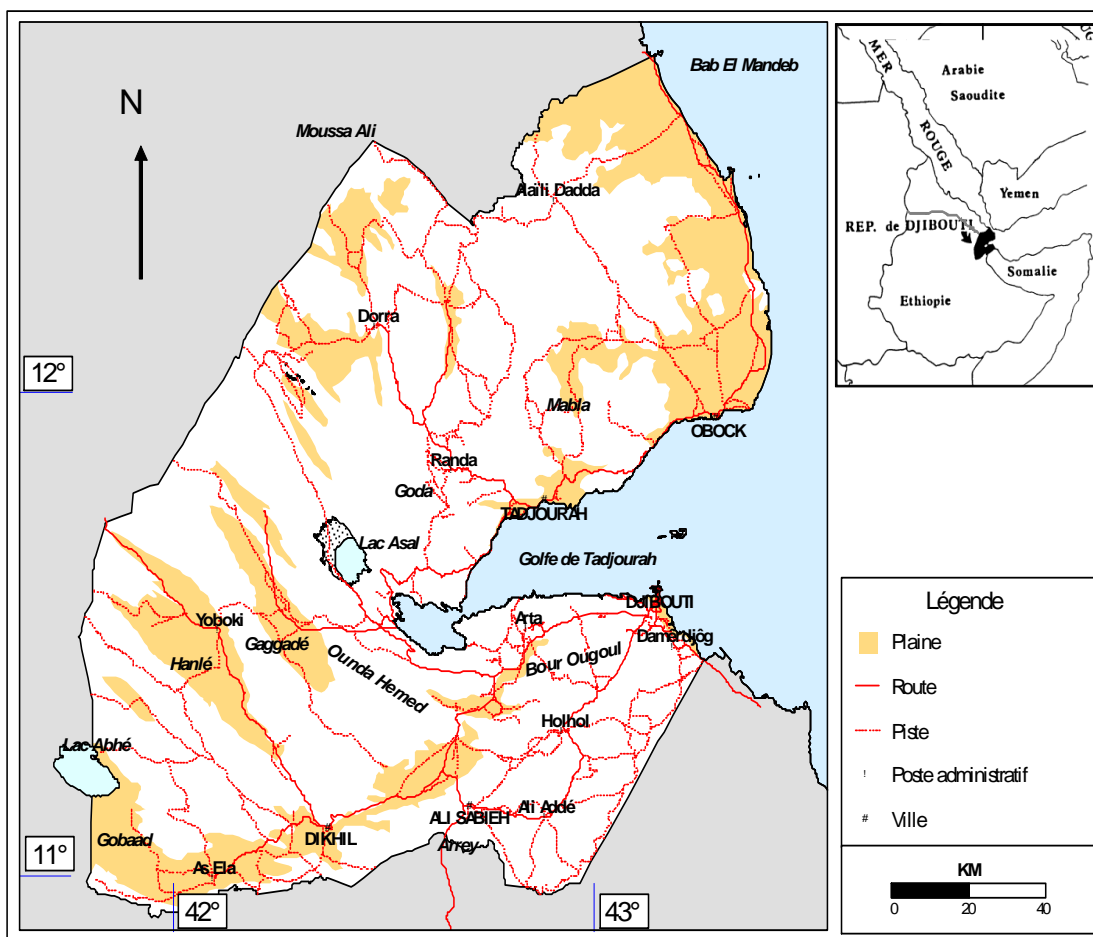
- ◆ Atteindre l'objectif d'une alphabétisation autonome aussi bien sur le plan financier, ressources humaines, matériels et faisant parti intégrante de notre système de formation et d'éducation.

- ◆ Atteindre l'objectif de lutter contre la pauvreté par l'intermédiaire d'une alphabétisation efficace à grande échelle.

- ◆ Atteindre l'objectif d'une alphabétisation capable de contribuer au développement de notre société, formant des citoyens utiles à leur pays, et à leurs familles.

- ◆ Améliorer la qualité de la formation dispensée, en agissant notamment sur :
 - a) la formation du personnel
 - b) sur la qualité du matériel didactique utilisé
 - c) sur l'adaptation des horaires à la disponibilité des alphabétisés
 - d) sur des évaluations fréquentes et régulières
 - e) en travaillant sur la coordination des différents programmes
 - f) en transformant la volonté politique en plan d'action

4. LE PAYS



4.1. Aspect physique

Le pays a une superficie 23000 km carré ; et est caractérisé par un relief composé de massifs montagneux, des plaines encaissées, et une zone littorale estimée à 372 km.

Le climat est du type aride avec des fortes températures et des précipitations de 150mm /an ; peu de végétation, pas de cours d'eau permanent.

4.2. Aspect socioéconomique

4.2.1. La démographie

Le pays se distingue par une croissance démographique rapide et une forte urbanisation, sa population est estimée à 632000 habitants en 2005. Cette population croit de 6% par an dont 3% d'immigration.

C'est aussi une population jeune, dont les moins de 25 ans représentent plus de 50% de la population totale.

4.2.2. La situation économique

On constate ces dernières années une certaine amélioration de l'économie, une économie essentiellement de service. En 2005, le secteur tertiaire représentait 81.5%, le secondaire 15.3%, et enfin le secteur primaire ne représentait que 3.2%.

Après une longue période de difficultés, on a constaté une reprise économique certaine, reprise caractérisée notamment par une amélioration du cadre macroéconomique, et un trafic éthiopien qui n'a fait que se renforcer depuis quelques années. Le gouvernement a également consenti des gros investissements dans le domaine du transport, le port Doraleh en est un exemple.

4.2.3. Difficultés sociales

Le pays connaît aussi des difficultés sociales importantes, d'abord la pauvreté et ses incidences sur la société: l'enquête EDAM-IS 96 de 2002, montre une aggravation de la pauvreté: On sait que la Pauvreté relative est passée de 34,5% à 42, 2% en l'espace de quelques années; la Pauvreté absolue est également en hausse, elle est passée dans le même temps de 64,9% à 74.4%.

Dans les zones rurales la pauvreté est encore plus dramatique, on sait par exemple que la pauvreté relative est estimée à 97%, alors que la Pauvreté absolue est estimée à 83%.

C'est aussi, l'insécurité alimentaire, et sa conséquence, la malnutrition qui est omniprésente dans la société. En effet le pays connaît une insécurité alimentaire chronique qui frappe une part très importante de la population rurale et urbaine. Le pays connaît aussi Des crises alimentaires conjoncturelles récurrentes qui nécessitent très souvent l'intervention de la communauté nationale et internationale (sécheresse persistante, flambée des prix des denrées de base), on sait surtout que le pays connaît un taux de malnutrition très élevé.

Le tableau ci-dessous montre de façon plus précise, l'ampleur de la malnutrition pour l'enfant de moins de six ans en République de Djibouti. On peut penser que la malnutrition, explique en parti l'échec scolaire et un abandon de plus en plus important d'un grand nombre d'enfants de l'école.

Enquête Djiboutienne à Indicateurs Multiple (EDIM, 2006)			
Age < 6 mois	Modérée (%)	Sévère (%)	Total (%)
Malnutrition aiguë	20,7	7,5	28,2
Malnutrition chronique	32,6	19,7	52,3

Insuffisance pondérale	28,9	10,3	39,2
------------------------	------	------	------

Le deuxième tableau montre la répartition de la malnutrition selon les milieux, rural ou urbain. On constate que quel que soit le milieu la malnutrition est un mal qui ronge la société Djiboutienne.

Milieu	Malnutrition aiguë (%)		Malnutrition Chronique (%)		Insuffisance pondérale (%)	
	Modérée	Sévère	Modérée	Sévère	Modérée	Sévère
urbain	20,2	7,3	32,1	19,5	28,3	10
rural	35,2	12	43,5	26,8	45,5	17,2

C'est enfin le chômage et la précarité, que connaît la société djiboutienne, caractérisée par une population fortement urbanisée avec un taux de chômage très élevé qui est estimé actuellement à plus de 60% de la population active. Le pays a une économie qui dépend fortement du secteur tertiaire.

Les systèmes pastoraux traditionnels ont été abandonnés, au profit des villes, qui voient les bidonvilles s'accroître de façon significative. Nous constatons donc une forte dégradation des systèmes pastoraux traditionnels amplifiée par la sécheresse récurrente qui affecte l'ensemble de la sous région.

L'agriculture nationale est très faible et n'apporte qu'une Très faible contribution à l'approvisionnement alimentaire, elle est estimée actuellement à 10% du besoin du pays. Autrement dit le pays ne produit que 10% de ces besoins alimentaires, mais il existe un potentiel de croissance pouvant réduire la dépendance alimentaire.

4.2.4 La cause des problèmes sociaux

Les problèmes sociaux que connaît la République de Djibouti, ont des causes multiples, mais il y a surtout dans le pays une pauvreté très élevée, et surtout en expansion, un coût de la vie qui est aussi élevé, une population avec un pouvoir d'achat très faible, un accès aux services sociaux de base insuffisant, un taux d'analphabétisme très élevé, une inégalité de genre, et surtout un très fort taux de chômage, qui est estimé actuellement à 60%. C'est aussi des Faibles opportunités de diversification des sources de revenus.

Au niveau de la formation, on sait que la formation professionnelle est peu développée, et quant elle existe elle n'est pas adaptée, surtout à cause d'un manque crucial de financement

5. LES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

5.1. La volonté politique

Le gouvernement de Djibouti a affirmé sa volonté de lutter contre l'analphabétisme dans la loi d'orientation qui a été élaborée après les états généraux de l'Education Nationale. Jessua exprime cette volonté par ce qui suit :

« Le gouvernement djiboutien est tout à fait conscient de l'importance de ce problème et de l'urgence d'y apporter des solutions adaptées. Ainsi, les États Généraux de l'Éducation qui se sont tenus en décembre 1999, puis la Loi d'Orientation sur l'Éducation, ratifiée par le Parlement en août 2000, ont fait de l'alphabetisation une priorité pour le développement du pays avec pour objectif-phare : **réduire de moitié le taux d'analphabétisme d'ici à l'an 2010.** »

5.2. Le contenu de la loi d'orientation

C'est dans le titre 7 du chapitre 1 qu'est évoqué l'alphabetisation, dans la loi d'orientation de l'éducation nationale Ce chapitre qui est surtout consacré à l'éducation non formelle définit cette dernière comme suit :

- Dans son Article 78 la loi définit l'éducation non formelle comme regroupant, toutes les activités d'éducation et de formation conduite en dehors des structures scolaires de l'enseignement public et/ou de l'enseignement privé.
- Dans son Article 79, la loi précise que l'éducation non formelle s'adresse à toute personne désireuse de recevoir une formation spécifique dans une structure non scolaire et qui peut être, un centre d'alphabetisation relevant de l'initiative publique ou privée.

C'est enfin dans l'article 80, qu'est évoqué l'alphabetisation qui est définie comme étant l'éducation des adultes qui est dispensée dans des centres d'éducation non formelles créés et/ou contrôlés par les autorités publiques en charge de l'éducation formelle ou par des initiatives privées.

On constate donc que l'alphabetisation, comme volonté politique a été exprimée, par le gouvernement, sa réalisation a été également exprimée par le programme mené par le Ministère de la Promotion de la Femme depuis près de 7 ans, mais aussi par l'appui important que le MENESUP apporte aux organisations qui oeuvrent dans le domaine de l'alphabetisation, toutes ces actions donnent des résultats encourageants.

Seulement cette volonté doit aller plus loin, elle doit s'exprimer d'abord par la création d'une cellule chargée de l'alphabetisation au sein des services de l'éducation nationale, elle doit aussi s'exprimer par l'allocation d'un budget inscrit dans le budget national. Tous ces paramètres qui sont l'expression d'une volonté ferme et irréversible sont pour le moment absents. Il y a donc lieu d'aller plus loin que les simples paroles.

Former les adultes est aussi, un devoir de l'éducation nationale, qui pour le moment ne se concentre que sur l'éducation des enfants.

6. LA SITUATION DE L'AENF A DJIBOUTI

6.1. La mission

Les grandes lignes de la mission de l'AENF ont été ainsi définies :

- ✳ Réduire l'analphabétisme des adultes et des jeunes non scolarisés ou déscolarisés en leur dispensant, dans un cadre fonctionnel, des connaissances qui favorisent leur insertion dans la vie active.
- ✳ Renforcer la participation de la femme au développement économique et social du pays.
- ✳ Développer les connaissances de base de la population en matière de santé/hygiène/nutrition et en « culture générale ».
- ✳ Accroître les capacités de la population à lutter contre la pauvreté.

Cette volonté politique à été renforcé par un certain nombre d'actions dont :

« Une réflexion qui a été engagée en ce sens, marquée par la tenue en avril 2004 d'un atelier de travail pour « *La formulation d'une stratégie nationale de l'AENF* » et par deux missions d'expert qui ont permis de dresser un tableau général de la situation actuelle du secteur et de poser les bases d'une future politique dans ce domaine en l'attente des Assises Nationales de l'AENF qui doivent se tenir dans les prochains mois. » Jessua (rapport de mission).

Sur le plan international aussi, il existe une volonté de réduire l'analphabétisme des populations qui a été affirmé dans le cadre de « l'éducation pour tous ».

« Parallèlement, au plan international, la réduction de l'analphabétisme, qui était déjà un objectif prioritaire de « l'Éducation pour Tous » (Cadre d'Action de Dakar, Objectifs du Millénaire), devient aujourd'hui centrale au sein des politiques de « Lutte contre la Pauvreté » mises en place dans les pays les moins avancés (PMA), tout comme elle est au cœur de la décennie débutante des Nations Unies en faveur d'une « Éducation pour un Développement Durable ». Jessua « rapport de mission »

6.2. Alphabétisation et développement économique et social

On constate que la communauté internationale est de plus en plus, convaincue que l'éducation de base n'est pas seulement un droit fondamental pour l'individu mais aussi la clef de voûte de l'évolution des pays vers un développement durable. Cet intérêt grandissant va de pair avec une mobilisation accrue des bailleurs de fonds en ce sens qui devrait faciliter la concrétisation des politiques et actions conduites en AENF et dynamiser l'ensemble du secteur.

On sait aussi, qu'il n'y a pas de décollage économique possible pour un pays en deçà d'un taux minimum d'alphabétisation, que l'on situe actuellement autour de 50%. Mais, tout aussi important est l'impact, plus difficile à mesurer mais mis en évidence par un certain

nombre d'études ces dernières années, que l'alphabétisation peut induire sur la vie des individus et de leur famille : en matière de santé, de réduction de la mortalité infantile, de fréquentation et de réussite scolaires, de modernisation des techniques de production, de participation à la vie de la communauté, etc.

Parallèlement, au plan international, la réduction de l'analphabétisme, qui était déjà un objectif prioritaire de « l'Éducation pour Tous » (Cadre d'Action de Dakar, Objectifs du Millénaire), devient aujourd'hui centrale au sein des politiques de « Lutte contre la Pauvreté » mises en place dans les pays les moins avancés (PMA), tout comme elle est au cœur de la décennie débutante des Nations Unies en faveur d'une « Éducation pour un Développement Durable ».

Les objectifs que l'on se fixe sont souvent de l'ordre du quantitatif, et le gouvernement de Djibouti a fait beaucoup de choses dans ce sens là, seulement cela ne suffit pas, il faut désormais se concentrer aussi sur l'aspect qualitatif, aussi bien pour ce qui concerne la scolarisation, que pour l'alphabétisation Il faut se rendre à l'évidence que « les efforts en matière de développement quantitatif ne peuvent donc, à l'évidence, suffire dans ce domaine de l'AENF. **L'objectif ne peut être seulement quantitatif – doubler le taux d'alphabétisation - il doit être aussi et surtout qualitatif.** La qualité des actions conduites, leur pertinence et leur efficacité sont sans doute le plus sûr chemin vers leur multiplication et une mobilisation accrue des partenaires et des populations en ce sens. » Jessua (rapport de mission).

Autrement dit, notre mission sera bien sûr, de produire plus d'alphabétisés mais aussi et surtout de former des citoyens, des entrepreneurs, des parents, des individus autonomes et favorables et capable de s'adapter au changement.

6.3. Des chiffres très insuffisants

Le problème le plus important auquel sont confrontés les consultants sont souvent de l'ordre des statistiques, on sait que peu de données sont disponibles, c'es le cas aussi pour tout ce qui se rapporte à l'alphabétisation. En effet, selon les données de l'enquête (*EDSF/PAPFAM et EDAM-IS-IS2*), le taux d'analphabétisme de la population adulte demeure, malgré tous les efforts financiers et humains consentis ces dernières années, très insuffisants, on sait que le taux d'analphabétisme est de 78% pour les femmes et 67% pour les hommes, ce qui est vraiment insuffisant.

Cette situation est le résultat de certain nombre de facteurs, un taux de scolarisation qui demeure très insuffisant, une forte déperdition en cours de scolarité, des classes en sureffectifs, et enfin une faible rétention des acquis de l'école, même chez les enfants qui ont complété le cycle primaire.

En effet, actuellement, avec une croissance démographique rapide, notamment avec 49% de la population djiboutienne qui à moins de 20 ans, les problèmes deviennent encore plus compliqué, on sait par exemple que 42% seulement des 6/11 ans sont solarisés dont 17% en milieu rural.

6.4. Des déscolarisés de plus en plus nombreux

Les « déscolarisés » sont donc de plus en plus nombreux, qu'il s'agisse des enfants qui n'ont pas terminé le secondaire ou en sont sortis sans diplôme, ou ceux qui ont abandonné l'école tôt. En outre, bon nombre de ces déscolarisés viennent, immédiatement après leur sortie de l'école ou après quelques années, rejoindre le groupe des analphabètes, faute d'avoir jamais bien appris à lire et à écrire à l'école ou parce qu'ils ont tout simplement perdu les quelques acquis réalisés lors de leur scolarité.

On sait que la population attend donc beaucoup actuellement des actions d'alphabétisation dont on voit le public s'agrandir et se diversifier et dont on comprend de plus en plus l'utilité, et même la fonction centrale, dans un contexte de lutte contre la pauvreté. On se rend compte en effet que l'alphabétisation, ne s'adressait pas seulement à une population marginale de défavorisés « qui n'a pas eu la chance d'accéder à l'école », mais concerne, de fait, une grande partie de la population djiboutienne, on constate que de très nombreux enfants, adolescents et adultes n'ayant pas eu accès à l'école, mais aussi des jeunes, de plus en plus nombreux, qui sortent de l'école sans avoir réalisé les apprentissages de base nécessaires à leur propre développement et à leur insertion dans la vie active, viennent se former dans les cours d'alphabétisation.

6.5. Une absence de stratégie

Il est urgent de définir et de mettre en place une politique fixant des orientations nationales des actions conduites dans le domaine de l'AENF, il est aussi urgent de mettre en place une réglementation qui permettrait notamment le pilotage, ainsi que le suivi et l'évaluation de ces actions.

On sait que l'absence de règlement et des normes, associées à un manque de moyens financiers du secteur, explique en parti le manque de coordination et de cohérence des actions conduites jusqu'ici, il explique aussi leur caractère le plus souvent éphémère et la médiocre qualité des résultats enregistrés.

Ces actions d'alphabétisation se sont généralement déroulées sous forme de campagnes, très souvent pris en charge par différents financements extérieurs.

6.6. Les différentes campagnes d'alphabétisation

Depuis les années 1990, un certain nombre de campagne d'alphabétisation ont été engagée, on sait qu'entre 1991 et 1999, six campagnes, d'une durée moyenne de 6 mois, ont été réalisées grâce à divers financements extérieurs (UNICEF, ADETIP/Banque Mondiale, BAD...) et ont concerné environ 7500 personnes. Puis, entre 2000 et 2004, des campagnes de plus en plus importantes, de plus en plus de grande ampleur ont été mise en place, en effet durant cette période sept campagnes ont été conduite avec le financement BAD, ADDS, BID touchant au total un public de 19000 personnes.

Actuellement, le projet MPF/BID d'alphabétisation des femmes se poursuit avec un financement de l'ADDS après cinq campagnes successives. L'UNFD entame également sa

quatrième campagne d'alphabétisation des femmes avec l'appui de l'ADETIP/Banque Mondiale et ouvre désormais ses formations à un public masculin très demandeur.

De nouveaux projets ont également vu le jour :

Le projet « AIDE Djibouti » (sur financement de l'USAID), appuyé par « Save the Children » et « Juarez and associates » avait démarré quelques activités d'alphabétisation. Son but était d'appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre de sa réforme du système éducatif, en particulier en développant de nouvelles opportunités éducatives pour les femmes et les filles et en soutenant une amélioration de la qualité des actions conduites en AENF qui leur sont destinées.

Dans ce cadre, certains projets existants avaient été identifiés et avaient reçu un appui technique et financier de la part de « AIDE » afin de mieux répondre aux besoins de ce public. Il s'agissait du centre « Hawlwadag » à Ali Sabieh (alphabétisation des femmes et jeunes filles en français et somali, formation agropastorale et artisanale), des Centres L.E.C (alphabétisation/formation en français de jeunes filles non scolarisées et déscolarisées) et d'un projet de l'UNFD en direction des jeunes filles déscolarisées (renforcement des acquis de l'alphabétisation, préparation à l'emploi et formation à l'informatique).

Dans le Plan d'Action de l'UNICEF de 2006, il était prévu également un soutien à l'AENF et d'abord un appui à l'élaboration d'un curriculum spécifique pour les filles non scolarisées en partenariat avec les trois ministères concernées : Education, Santé et Promotion de la Femme. Nous ignorons si cet appui a été effectif, et si le curricula a été élaboré.

En outre, une multitude de petites actions sont conduites par des ONG, des associations et des opérateurs privés de tous ordres, tant en ville qu'à l'intérieur du pays. Elles répondent à une demande croissante en ce domaine et s'adressent à des publics très divers – hommes et femmes analphabètes de tout âges, adolescents et enfants non scolarisés ou déscolarisés des deux sexes – utilisant pour ce faire des programmes, méthodes et matériels d'enseignement de qualité fort variable.

En dehors des associations reconnues d'utilité publique tel que l'UNFD, Centres LEC, Centre Aicha Bogoreh, Ecole Ménagère, qui bénéficient d'un encadrement du MENESUP et d'appuis financiers de différents partenaires au développement, ces structures n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucune véritable évaluation ou contrôle d'aucune sorte sur le plan pédagogique.

Cependant, le projet « AIDE », conscient de l'importance du rôle qu'il devrait désormais jouer dans la perspective d'une alphabétisation/formation pour le développement, avait effectué un premier recensement national qui faisait le point sur leurs capacités et activités et mettant en évidence les points suivants :

On sait que seules quelques unes de ces associations sont fonctionnelles en leur état actuel (UNFD, LEC, Bender Djedid, Al-Bire...). Elles ont leurs propres locaux, l'expérience du travail avec les communautés et avec les partenaires, une certaine expertise en matière d'alphabétisation et prennent de plus en plus conscience de l'intérêt d'intégrer l'alphabétisation au sein d'un ensemble d'actions visant la promotion de l'individu et le

développement de la communauté : santé, crédit, formation professionnelle, etc. Cependant, elles sont toutes situées dans la capitale.

La grande majorité des autres associations et structures recensées (24 au total pour Djibouti et les districts de l'intérieur) ne possèdent pas de locaux propres et ne disposent que rarement d'équipements et matériels pédagogiques. Leur motivation première est le plus souvent financière : il s'agit de dégager un salaire pour le responsable, éventuellement pour un formateur. Il s'agit aussi et surtout, en faisant « de l'alphabétisation » d'obtenir d'éventuelles aides matérielles.

Ces structures n'ont pour la plupart aucun projet pédagogique, se contentant de proposer des cours d'alphabétisation, parfois assortis d'une « formation professionnelle » tout à fait sommaire et conventionnelle (couture ou cuisine pour les femmes, menuiserie ou maçonnerie pour les garçons), sans aucun lien fonctionnel avec l'alphabétisation.

Enfin, surtout en ville, en marge des circuits officiels, une multitude de petites entreprises proposent des cours d'alphabétisation ou de rattrapage scolaire à des publics de tous âges, répondant ainsi à une demande croissante en ce domaine.

Ces petites entreprises disposent de peu de moyen, les prix qu'ils proposent sont également rudimentaires, aussi Les conditions dans lesquelles se déroulent ces cours sont généralement précaire, rendant la réalisation des apprentissages visés, plus difficiles, on voit notamment des salles surchargées, des personnes entassées sur des bancs, ou parfois même par terre pour les enfants, qu'elles ne peuvent en aucun cas écrire, brouhaha incessant couvrant la voix du formateur, absence de tout équipement pédagogique en dehors de tableaux noirs, des manuels en nombre insuffisant, etc.

Les prix pratiqués sont modestes de l'ordre de 1000 FDJ par mois, les « apprenants » suivent durant 8 à 10 heures par semaine de cours d'alphabétisation pour réaliser leurs apprentissages, en tout cas pendant une période de 240 heures les apprenants suivent une formation.

Cette floraison de cours d'alphabétisation témoigne de l'engouement actuel d'une frange importante de la population, qui voit dans une alphabétisation, quel qu'elle soit, un remède à ses problèmes ou, au minimum, un moyen d'accéder plus aisément à l'emploi.

Cette situation nous incitait à réfléchir, à l'impérieuse nécessité de mettre en place un dispositif de suivi et de contrôle des actions conduites sur le terrain, en imposant notamment des normes en matière de locaux, d'organisation de la formation, de formation des alphabétiseurs, de qualité des programmes, méthodes et matériels d'enseignement.

7. LES PRINCIPALES ORGANISATIONS INTERVENANTS DANS LE DOMAINE DE L'ALPHABETISATION

Il y a à Djibouti deux grandes organisations dans le domaine de l'alphabétisation, l'une publique, l'autre de la société civile. Nous avons d'abord le Ministère de la Promotion de la Femme et l'UNFD, nous allons, dans ce qui suit, présenter ces deux acteurs majeurs ainsi que leurs réalisations dans le domaine de l'alphabétisation :

7.1. L'UNFD

7.1.1. Présentation de l'organisation

- **Statut**

L'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes est une Organisation Non Gouvernementale but non lucratif. Elle a été créée le 30 avril 1977. Elle est représentée sur l'ensemble du territoire national.

- **Mission :**

Ses missions sont :

- ◆ lutter contre l'analphabétisme féminin,
- ◆ lutter contre la pauvreté féminine
- ◆ amélioration des conditions de vie de la femme rurale
- ◆ lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes
- ◆ promouvoir l'artisanat et la culture

- **Fonctionnement:**

Le fonctionnement de l'organisation est résumé dans l'organigramme suivant:

7.1.2. Présentation de l'expérience de l'UNFD

7.1.2.1. Expérience

L'union nationale des femmes djiboutiennes a été créée, juste après l'indépendance en 1977, elle s'est fixée comme objectifs de promouvoir les femmes dans des domaines tel que l'éducation, la formation professionnelle, l'hygiène et la santé, etc. pour en faire des actrices du développement économique et social du pays.

L'UNFD possède en outre une solide expérience, et une capacité exceptionnelle dans le domaine de la mobilisation sociale, sa vision est de réhabiliter la femme djiboutienne en tant que personne humaine, en tant que citoyenne, et tant qu'actrice à part entière de la vie sociale.

En 1997, avec un financement de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale, et l'appui en personnel enseignant et locaux du MENESUP, l'UNFD a pu mener à bien des campagnes d'alphabétisation de grandes envergures en faveur aussi bien des femmes que des hommes.

Les différentes campagnes, mené par l'UNFD ont touché, un effectif total de 17691 personnes dont 70% étaient des filles et des femmes. On sait aussi, que 90% des personnes touchées par les différentes campagnes l'alphabétisation étaient des analphabètes complets,

les 10% restant étaient des déscolarisés ou faiblement scolarisés. Ces campagnes ont eu une durée moyenne, de 5 à 10 mois, en fonction des financements.

7.1.2.2. La demande en alphabétisation

La demande alphabétisation est très forte sur l'ensemble de la République de Djibouti particulièrement dans les quartiers populaires de Balbala où une population de jeunes des deux sexes afflue vers les centres de formation.

Ces jeunes sont pour la plupart à la recherche d'emploi ou désireux d'améliorer leur situation socioprofessionnelle par la maîtrise de la lecture et de l'écriture. De moins jeunes y viennent aussi pour améliorer leur connaissance, ils désirent combler une situation jugée insuffisante. Leur but est d'acquérir un statut de respectabilité dans la société, certains exercent une activité lucrative voudraient apprendre à tenir leur comptabilité, lire leur courrier, communiquer avec autrui dans une langue étrangère etc.

7.1.2.3. Offre en alphabétisation

Dans l'optique de couvrir au maximum une grande étendue du territoire national, l'UNFD a ouvert des centres dans Djibouti ville, sa périphérie et dans les grosses localités des régions de l'intérieur. Les formations se déroulent généralement de nuit dans des salles de classes prêtées par le MENESUP, ces salles étant utilisées de jours par des élèves.

7.1.2.4. Méthode d'enseignement et outils

L'UNFD s'est doté également de méthodes et des outils d'enseignement, en effet se souciant de la qualité de l'offre en alphabétisation, qu'elle dispensait aux usagers de ses services, «l'U.N.F.D a avec une expertise canadienne a mis en place une approche andragogique mettant l'apprenant au centre de ses apprentissages: «l'alphabétisation fonctionnelle sur mesure». Cette approche a pour principe de recueillir chez l'apprenant ses besoins en formation ou situation souhaitée, de mesurer l'écart entre la présente et celle souhaitée afin de mettre en place une planification des apprentissages répondant à ce besoin précis.».

Ajouter à cela, des multiples formations en direction de tous les formateurs, on sait par exemple que les formateurs reçoivent une formation de base au début de chaque campagne, cette dernière est complétée durant la campagne par des visites régulières et continues par des encadreurs à raison d'au moins une visite par semaines et par formateur. Des séances regroupant tous les formateurs et formatrices ont lieu une ou deux fois durant la campagne pour approfondir la formation et faire en sorte que des échanges d'expériences se fassent entre les différents formateurs.

A la fin de la formation, un guide est distribué aux formateurs, il faut dire aussi que dès le début du lancement de la campagne, les apprenants reçoivent un document de travail « contenant des propositions de situations d'apprentissage réalisés par des formateurs expérimentés et conformes aux réalités des besoins généralement recensés durant les campagnes précédentes à Djibouti.»

En fonction des besoins spécifiques de l'apprenant, les formateurs ont la possibilité d'utiliser «certaines de ces situations et bien d'autres nouvellement formulées sont exploitées durant les séances d'apprentissage pour la maîtrise des notions instrumentales que sont la lecture, l'écriture, le calcul et la communication orale.»

Parallèlement à cette formation, des séances de sensibilisation aux problèmes liés à la préservation de l'environnement, de la santé communautaire, de la lutte contre les pratiques néfastes comme les mutilations génitales féminines ...etc. font l'objet de base de discussions en écriture, lecture et calcul.

7.1.2.5. La langue d'alphabétisation

En principe, l'UNFD mène des campagnes en français. En fait, le problème de la langue ne se pose que dans les situations de communication avec des personnes n'appartenant pas à la langue maternelle de l'alphabétiser.

Dans la vie ou dans les pratique professionnelle, comme la gestion de petits commerces ne nécessitant que de calculs, de tenue de liste de clients n'achetant que de produits peu variés comme les gâteaux, le khat, par exemple, la langue maternelle de l'apprenant suffit.

Néanmoins, il a été constaté ces dernières années qu'une partie non négligeable des femmes préfèrent suivre des cours d'alphabétisation en langue arabe compte tenu de leur appartenance à un Monde musulman et de l'utilité de cette langue dans les échanges commerciaux dans notre région.

7.1.2.6. Les évaluations

Au début de chaque campagne, le formateur ou la formatrice met en place une évaluation diagnostique pour déceler le niveau des acquis précédents en ce qui concerne le niveau de maîtrise de la lecture, écriture, les expériences de la vie des uns et des autres, les besoins communs au groupe mais aussi spécifiques aux différents sous groupes et même individuels afin de bien planifier sa formation.

Au cours de la campagne, en plus des évaluations formatives journalières et hebdomadaires servant à réguler les apprentissages; une évaluation en cours de campagne est pratiquée pour mesure le degré d'avancement des apprentissages. A la fin de chaque campagne, une évaluation sommative finale est pratiquée pour mesurer les acquis durant la campagne.

Il faut dire que le degré de maîtrise des acquis ne prend en compte que ceux portant savoirs instrumentaux et le degré de satisfaction des besoins exprimés au début de la formation par chaque apprenant. Par conséquent, il n'est pas concevable de parler d'une évaluation centralisée et commune à tous. A l'issue de la campagne, une attestation de suivi est délivrée aux apprenants.

7.1.2.7. Les atouts de l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes

L'UNFD est considérée comme étant «l'organisation ayant la plus grande expérience en matière d'éducation des femmes et des filles non scolarisées ou déscolarisées» par le rapport d'évaluation du projet AIDE *évaluation des organisations d'Éducation Non Formelle*, l'UNFD dispose de locaux propres pour l'éducation et la formation professionnelles et de post-alphabétisation, d'une salle de formation des formateurs en alphabétisation, de ressources humaines et matérielles permettant un management et un encadrement expérimenté.

De plus, elle est réputée comme étant un lieu de rencontre d'un grand nombre d'associations de quartiers et de localités régionales, elle est le lieu par excellence, de départ de campagnes de sensibilisation couvrant tout le pays. D'autre part, ses liens privilégiés avec différents ministères comme celui de la Promotion de la Femme, le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur, celui de la Santé ...etc. d'une part, et des organismes d'aide au développement : Banque Africaine de Développement, Banque Mondiale, l'Agence Djiboutienne de l'Exécution des Travaux d'Intérêt Public, ...etc. fait de l'UNFD, une ONG digne de confiance.

7.1.2.8. Les difficultés que rencontrent l'UNFD

- ◆ Les salles de classe du MENESUP utilisées pour l'alphabétisation ne sont disponibles que de nuit, ce qui ne correspond pas toujours aux disponibilités des apprenants et freine la venue des femmes qui éprouvent des réticences à faire des déplacements de nuit dans le noir dans certains quartiers.
- ◆ Le mobilier utilisé est celui prévu pour les élèves donc non adapté aux adultes.
- ◆ Les projets d'alphabétisation entrant dans un cadre de lutte contre la pauvreté, exigent que les formateurs et formatrices soient des diplômés chômeurs, par conséquent, un personnel non issu du corps enseignant qui, même non adapté à un public adulte, ont une formation de base d'enseignants.
- ◆ L'approche andragogique retenue exige une approche psychologique adaptée aux adultes et une grande technicité pédagogique de la part du formateur ou de la formatrice.
- ◆ Les caractéristiques propres à l'adulte (occupations socioprofessionnelles, événements momentanés, ...etc.) font que la fréquentation au cours manque de régularité

Effectifs des alphabétisés de 1999 à 2006

Année	effectif	%
1999/2002	9000	46%
2002/2003	2600	13.1%
2003/2004	1731	9%
2004/2005	1956	10%
2005/2006	2192	11.1%
2008/2009	2234	11.3%
TOTAL	19713	100%

7.2. Le Ministère de la Promotion de la Femme

7.2.1. Présentation générale

Le Ministère de la Promotion de la Femme pilote le projet financé par la Banque Islamique de Développement, il faut préciser que ce financement est un prêt, accordé par la Banque Islamique de Développement, ce programme de deux phases a duré cinq ans, le nombre de personnes formés par ce projet sont résumé dans les deux tableaux suivants :

Le tableau ci-dessous fait une récapitulation du travail accompli durant les cinq années du projet de 2001 à 2007 avec une année de pause évaluation observé en 2006.

On observe qu'au total 17556 personnes ont entamé la formation et 16262 l'ont terminé.

Tableau 1

Années	2001 BAD	2002 BAD/BID	2003 BID	2004 BID	2005 BID	2006	2007	Total
Personnes inscrites	3 105	2 326	2 702	3 023	3200	Pause Evaluation	3 200	17 556
Ayant achevé la session de formation	2 670	2 015	2 531	2 826	3087		3 133	16 262
% déperdition	14%	13.4%	6.4%	6.5%	3.6 %		2.1%	7.4 %

Le tableau qui suit et qui date de Mai 2009 montre la répartition des alphabétisés par niveau, en effet on constate que 2230 personnes en moyenne s'inscrivent au cours d'alphabétisation chaque année mais en réalité 2046 suivent et terminent la formation.

Tableau 2

Centres	Nombres des inscrites	Présentes		Admises	
		Nbre	%	Nbre	%
3 ^{ème} niveau	1722	1581	92%	1507	95%
2 ^{ème} niveau	206	187	91%	163	87%
1 ^{er} niveau	302	278	92%	228	82%
Total	2230	2046	92%	1898	93%

Source : Bureau de projet

Les tableaux récapitulatifs par niveau pour l'année académique 2008/2009

Tableau récapitulatif du 1^{er} Niveau de l'alphabétisation - Mai 2009

Centres	Nombre Des Classes	Nombre des Inscrites	Présentes		Admises	
			Nbr	%	Nbr	%
Djibouti-Ville	3	90	86	96%	75	87%
Balbala	7	212	192	91%	153	80%
Total	10CL	302	278	92%	228	82%

Tableau récapitulatif du 2^{ème} niveau de l'alphabétisation - Mai 2009

Centres	Nombre Des Classes	Nombre des Inscrites	Présentes		Admises	
			Nbr	%	Nbr	%
Djibouti-Ville	8	129	111	86%	98	88%
Balbala	1	10	9	90%	9	100%
Mouloud	1	23	23	100%	21	91%
Hol-Hol	1	23	23	100%	21	91%
PK20	1	21	21	100%	14	67%
Total	12CL	206	187	91%	163	87%

Tableau récapitulatif du 3^{ème} niveau de l'alphabétisation (Mai 2009)

Centres	Nombre Des Classes	Nombre des Inscrites	Présentes		Admises	
			Nbr	%	Nbr	%
Djibouti-Ville	39	523	487	93%	451	93%
Balbala	37	441	392	89%	384	98%
Arta	5	91	78	86%	66	85%
Ali-Sabieh	8	173	164	95%	159	97%
Dikhil	10	221	205	93%	198	97%
Tadjourah	11	167	159	95%	159	100%
Obock	6	106	96	91%	90	94%
Total	116CL	1722	1581	92%	1507	95%

Total des Femmes et des Filles alphabétisés en 2009

Niveau	Nombre des Inscrites	Présentes		Admises	
		Nbr	%	Nbr	%
3eme niveau	1722	1581	92%	1507	95%
2eme niveau	206	187	91%	163	87%
1 ^{er} niveau	302	278	92%	228	82%
Total	2230	2046	92%	1898	93%

7.2.2. Le projet d'alphabétisation du Ministère de la Promotion de la Femme

7.2.2.1. Les objectifs du projet

Le projet a pour objectif de développer des programmes pratiques d'alphabétisation en langue arabe au profit de femmes et de jeunes filles à travers le pays.

7.2.2.2. Les objectifs spécifiques

- Participer à l'effort d'éradication de l'analphabétisme.
- Renforcer l'enseignement de la langue arabe conformément à la loi d'orientation en vigueur et aux recommandations des Etats Généraux de l'Education Nationale de décembre 1999.
- Doter les apprenantes des connaissances de base en lecture, communication orale/écrite, calcul, éducation islamique et culture générale en vue d'améliorer leur qualité de vie.
- Créer des ateliers d'apprentissage de métiers pour l'insertion dans la vie active des filles et femmes alphabétisées.

7.2.2.3. Les différentes phases du projet

La première phase du projet a été mise en vigueur en 2002 – 2005 visant 9000 femmes durant 3 ans.

La deuxième phase du projet d'alphabétisation de femmes en arabe a été programmée avec la Banque Islamique de Développement le 12/4/2005 et mise en vigueur en Novembre 2006 et cette phase avait permis d'alphabétiser 6000 femmes. La construction et l'équipement d'un centre de formation. La révision des manuels et leur édition en quantités suffisantes. La prise en charge des équipes pédagogiques et des alphabétiseurs. L'assistance technique (1 consultant international et 2 consultants nationaux) Les fournitures scolaires. L'organisation de campagnes de sensibilisation.

La Formation des alphabétiseurs. La post alphabétisation.

7.2.2.4. Réalisations quantitatives

Il ressort des différents rapports d'activités de la première phase du projet que l'objectif quantitatif consistant à alphabétiser 9000 femmes en 7 mois a été réalisé, on sait que 8.857 exactement ont été alphabétisées.

Cependant l'investigation effectuée auprès des différents intervenants a permis de constater, qu'il y avait des fréquentes absences et des abandons, des écarts entre les statistiques selon leur source, l'inexistence de la moindre trace des épreuves d'évaluation.

Horaire imparti à chaque niveau d'alphabétisation

Disciplines	Horaire annuel	Horaire hebdomadaire	%
Lecture, écriture, expression orale et écrite.	154h00	5h30	55%
Calcul	84h00	3h00	30%
Culture générale et éducation islamique	42h00	1h30	15%
	280h00	10h00	100%

7.2.2.5. Recrutement et formation des alphabétiseurs

Dans le but de s'assurer des capacités requises, il a été décidé de recourir à un test de niveau en langue arabe pour tous les candidats à la fonction enseignante. Ce teste se composait d'une épreuve écrite, et d'un entretien oral.

Ceux qui ont été retenus ont bénéficié d'une formation initiale andragogique de deux semaines avant d'être affectés. En cours d'exercice, ils ont participé à des journées pédagogiques mensuelles et ont bénéficié de visites individuelles d'assistance et d'encadrement animées par les conseillers pédagogiques.

7.2.2.6. Mécanismes de gestion et de suivi

Dans le but de maîtriser le flux des apprenantes, de suivre leur cursus d'apprentissage, d'atteindre les objectifs et de contrôler la contribution des différents intervenants, il était prévu, de réviser les procédures anciennes de gestion, de suivi et d'évaluation, il était également prévu d'instituer une évaluation finale sommative valorisante pour le projet et les apprenantes, en instituant une sorte de certification.

7.2.2.7. Post-alphabétisation

Etape souvent négligée ou carrément omise, la post-alphabétisation est d'une importance cruciale dans la pérennisation des acquisitions des apprenantes et la lutte contre le retour à l'analphabétisme.

Elle permet également l'ouverture de nouveaux horizons d'apprentissages. Dans le cadre du projet il était prévu de mettre en place, une commission technique dont la mission était de concevoir la post alphabétisation, c'est-à-dire de définir les supports didactiques et leurs spécifications, d'arrêter le calendrier et les priorités d'élaboration de ces supports.

7.2.2.8. Mécanismes de gestion, de suivi et d'évaluation.

Dans le but d'une bonne gestion du projet et d'un rendement maximum par rapport aux objectifs fixés, des mécanismes de gestion, de suivi et d'évaluation ont été adoptés et des outils ont été élaborés et mis en œuvre.

✿ **Suivi statistique des effectifs :**

Le suivi régulier des centres et des classes d'alphabétisation et la maîtrise des données chiffrées, pour intervenir en cas de besoin, ont nécessité la mise en œuvre d'un système de collecte des données à partir de sources différentes pour pouvoir opérer les analyses, les comparaisons et les recoupements nécessaires.

- ✿ **Fiche statistique mensuelle de la classe :** remplie par l'alphabétiseur chaque mois et comportant les chiffres relatifs aux effectifs, à l'assiduité et aux absences.
- ✿ **Fiche statistique mensuelle du centre :** établie par le Directeur ou le responsable du centre pour toutes les classes de son centre.
- ✿ **Fiche hebdomadaire de pointage :** établie hebdomadairement par chaque pointeur pour l'ensemble des alphabétiseurs qui lui sont confiés, elle contient l'information quotidienne sur l'assiduité des apprenantes et des enseignants.

Quelques réunions ont été tenues avec les pointeurs pour améliorer le contrôle, préciser les données chiffrées et donner suite aux observations et remarques pertinentes.

- ✿ **Rapport de visite individuelle du conseiller pédagogique :** établi au cours de chaque acte d'assistance de l'alphabétiseur, il comporte les données statistiques du jour concerné, outre le contenu technique (observations, conseil prodigués...).

Cette panoplie d'outils a permis de suivre de près la situation des classes et d'intervenir à temps en cas de diminution des effectifs, d'absentéisme important ou de suppression de classe.

Des analyses et des comparaisons étaient effectuées mensuellement et leurs résultats sont utilisés pour la rémunération des alphabétiseurs ou des conseillers pédagogiques.

Des documents de travail ont été mis en place, pour mieux suivre ce qui se passe dans les classes, on a notamment mis en place, un registre d'appel conçu, imprimé et distribué au début de l'année scolaire, ce document a pour but d'organiser l'inscription et de suivre quotidiennement l'assiduité des apprenantes. Un **Journal de classe** : également conçu imprimé a été diffusé dans toutes les classes, cet outil oblige les alphabétiseurs à préparer quotidiennement leur programme de travail et constitue une référence pour évaluer

l'alphabétisation tout au long de l'année et le degré d'exécution des curricula et l'utilisation des moyens didactiques.

Il s'agissait de lutter contre l'improvisation et d'instituer une planification de l'enseignement dispensé à partir des documents officiels de référence et des répartitions pédagogiques mensuelles des curricula des différentes disciplines.

7.2.2.9. Effectifs des apprenantes

- **Année scolaire 2006-2007 :**

A la rentrée scolaire 2006-2007, environ 4000 analphabètes ont rejoint les centres d'alphabétisation pour s'inscrire et suivre les cours. Cependant, on sait qu'environ 3200 apprenantes ont pris part à l'évaluation du 1^{er} niveau effectuée en Mai 2007, une synthèse est donnée par le tableau ci-dessous :

Régions	Nombre de participantes	PROMUES		REDOUBLANTES	
		Nombre	%	Nombre	%
Djibouti (écoles)	721	618	86%	103	14%
Djibouti (associations)	214	149	70%	65	30%
Balbala (écoles)	606	489	81%	117	19%
Balbala (associations)	453	391	86%	62	14%
Arta	152	116	76%	36	24%
Ali-Sabieh	262	221	84%	41	16%
Dikhil	289	249	86%	36	14%
Obock	123	87	71%	36	29% (*)
Tadjourah	313	271	87%	42	13%
Totaux	3.133	2.591	83%	543	17%

- **Année scolaire 2007-2008 :**

Entamée en Novembre 2007, la deuxième phase est essentiellement destinée aux apprenantes ayant réussi le test d'évaluation de fin du 1^{er} niveau effectué en Mai 2007 et quelques classes de 1^{er} niveau ouvertes en fonction des moyens disponibles. Le suivi statistique de cette année académique donne la situation décrite dans le tableau ci-dessous :

Régions	Nombre de centres	Nombre de classes	Nombre d'apprenantes
Djibouti-ville	21	48	810
Balbala	23	43	848
Arta	6	7	166
Ali-Sabieh	6	9	282
Dikhil	9	11	345
Tadjourah	8	11	21
Obock	4	6	121

Totaux	77	135	2.782 (*)
---------------	----	-----	-----------

Ce tableau permet de constater que 97% des apprenantes promues à la 2^{ème} année ont repris les cours, ce qui constitue un excellent taux, puisque la déperdition d'une année sur l'autre n'a pas dépassé 3%. Le nombre moyen d'apprenantes par classe reste supérieur à 20 malgré quelques différences de densité d'un centre à l'autre.

7.2.2.10. Evaluation des actions

Les programmes actuels sont caractérisés par une absence totale de toute forme d'évaluation des actions conduites, tant en ce qui concerne les projets d'envergure qu'en ce qui concerne les initiatives privées. Le travail récent, évoqué plus haut, réalisé par le projet AIDE, « *Évaluation des structures et organisations d'Éducation Non Formelle à Djibouti* », a le mérite de présenter un inventaire assez complet de ces actions. Mais il se borne, dans ce premier temps, à établir un recensement des structures existantes ainsi qu'un diagnostic de leurs capacités fonctionnelles, capacités d'accueil, ressources humaines et matérielles etc. sans procéder à une évaluation des programmes dispensés et sans évoquer les résultats, encore moins les effets, des actions conduites.

On dispose également de rapports de fin de campagnes, comme celui récemment réalisé (mai 2005) par le projet MPF/BID portant sur sa troisième campagne d'alphabetisation des femmes. Mais ces rapports ne livrent guère que des informations quantitatives (coûts, nombre d'apprenantes, taux de déperdition...) concernant les activités conduites et évoquent un « taux global de réussite », d'ailleurs fort élevé (89,2%) pour la dernière campagne sans que l'on sache clairement sur la base de quels critères celui-ci a été calculé.

Cependant, en exploitant les rapports disponibles, et les quelques observations qu'on a pu faire nous pouvons faire un certain nombre de constats.

8. LES CONSTATS

8.1. La durée actuelle des formations.

Les formations proposées ont, en effet, une durée moyenne de 240 heures, parfois beaucoup moins (156 heures pour certaines campagnes de l'UNFD), volume horaire notoirement insuffisant pour une fixation des acquis. On a, en effet, constaté qu'un minimum de 320 à 350 heures d'apprentissage était nécessaire pour une alphabétisation initiale et que, même alors, les acquis réalisés n'acquerraient de solidité qu'à condition d'être renforcés par une post-alphabetisation.

8.2. Les supports pédagogiques utilisés :

On constate aussi que la qualité est souvent médiocre et insuffisamment fonctionnels, voire même totalement inadaptés au public concerné. De nombreux opérateurs privés utilisent, en effet, pour travailler avec des adultes ou des adolescents, des programmes et manuels destinés aux enfants du CP. Ou des programmes provenant de pays étrangers, ce qui fait que ces manuels ne répondent pas tout à fait aux besoins des alphabétisés.

D'où la nécessité de produire des documents adaptés à la réalité quotidienne de l'alphabétisé.

8.3. La méthode d'apprentissage de la lecture utilisée par la plupart des opérateurs, en ce qui concerne l'alphabétisation en français, est une méthode mixte à point de départ global

L'alphabétiseur part d'une image du livre - qu'il reproduit au tableau ou qu'il mime - évoquant une situation en principe familière à son public, pour aboutir à la découverte de la phrase-clé, préalablement reproduite au tableau. Puis celle-ci est décomposée en mots, en syllabes et en sons autour desquels l'alphabétiseur propose un certain nombre d'exercices avant de revenir à la phrase-clé en fin de leçon.

Une alphabétisation réellement fonctionnelle impliquerait une identification préalable des besoins et préoccupations des futurs apprenants et l'élaboration de plans et outils de formations utilisant ces besoins et problèmes spécifiques comme points de départ et d'arrivée de l'alphabétisation.

8.4 Le pays ne dispose pas pour le moment d'un corps permanent d'alphabétiseurs

A défaut de disposer de professionnels de l'alphabétisation, les opérateurs utilisent fréquemment pour mener à bien les actions conduites en ce domaine du personnel non qualifié, qui parfois n'a aucune expérience dans le domaine de l'enseignement : jeunes de niveau brevet ou baccalauréat ayant reçu une courte formation préalable d'une ou deux semaines ou encore instituteurs.

En fait, la qualité du formateur, est déterminante quand les conditions d'enseignement sont difficiles, avec des classes surchargées, des locaux inadaptés, un équipement qui laisse souvent à désirer, des matériels d'enseignement défectueux ou en nombre insuffisant. C'est souvent ce qui se passe aujourd'hui à Djibouti.

Dans le cadre d'une alphabétisation fonctionnelle, la difficulté augmente encore, en effet lorsque l'on attend du formateur une adaptation permanente aux besoins et attentes de son public et au contexte socio-économique dans lequel il exerce, le minimum sur lequel il pourrait compter est son expérience et ses qualités de formateurs.

8.5. L'existence d'une motivation des populations

Du côté des populations, on constate l'existence d'une motivation et d'une demande grandissantes à l'égard de l'alphabétisation et d'une alphabétisation fonctionnelle susceptible de les aider à améliorer leurs conditions de vie, à faciliter leur accès à l'emploi, à devenir plus autonomes et à participer plus activement à la vie sociale, économique et politique de leur pays.

Du côté des responsables nationaux, des partenaires et des opérateurs, on constate aussi qu'il y a une prise de conscience du rôle essentiel que peut et doit désormais jouer l'alphabétisation dans le cadre de la lutte nationale contre la pauvreté et pour la promotion de l'individu et du citoyen.

L'intérêt nouveau porté à une alphabétisation fonctionnelle au vrai sens du terme, c'est à dire une alphabétisation susceptible, au delà de l'acquisition des savoirs instrumentaux de base, de développer chez les apprenants des capacités d'analyse et de résolution de problèmes, d'adaptation et de prise d'initiatives, et de favoriser chez eux des attitudes positives à l'égard du changement.

La recherche conjointe d'une adaptation des programmes et méthodes d'alphabétisation aux caractéristiques et besoins spécifiques des différents publics concernés.

L'effort actuel, qui va dans le même sens, de programmes spécifiquement destinés aux jeunes déscolarisés, tenant compte de leurs besoins particuliers en matière de renforcement des savoirs instrumentaux de base mais aussi d'acquisition de compétences cognitives (résolution de problèmes, organisation, planification...), de compétences de vie (santé, environnement, citoyenneté...) et de préparation à l'emploi.

L'ouverture constatée, chez la plupart de nos interlocuteurs, en faveur d'une alphabétisation qui s'appuierait sur les langues maternelles des apprenants afin de faciliter les apprentissages ultérieurs mais aussi de valoriser ces langues et de ne pas perdre les acquis réalisés au sein de la famille et dans le milieu d'origine.

8.6. Analyse statistique de la situation

Il n'existe pas pour le moment de données chiffrées fiables et complètes prenant en compte l'ensemble des paramètres (sexe, âge, nombre d'années ou absence de scolarisation, région, catégorie socio-économique...) nécessaires à une analyse rigoureuse de la situation de l'alphabétisme à Djibouti.

En particulier, on ne possède pas d'informations précises concernant les indicateurs retenus comme pertinents au niveau international en matière d'alphabétisation, à savoir :

- le taux d'analphabétisme chez les jeunes de 15 à 25 ans ;
- le taux d'analphabétisme global chez les adultes de 15 ans et plus ;
- l'indice de parité d'alphabétisation entre sexes (rapport entre le taux d'alphabétisation des hommes et celui des femmes.)

Ces informations sortiront très probablement de l'enquête que mène actuellement le DISED au niveau national.

8.7. L'impact de ces différents programmes d'alphabétisation

8.7.1. L'impact quantitatif

Comme le montre les différents tableaux précédemment cités dans les textes, on peut estimer le nombre de personnes alphabétisées par les deux grandes organisations qui sont le ministère de la promotion de la femme et l'UNFD à près de 45000 personnes soit à peu près entre 4000 à 5000 personnes par an.

Un nombre aussi important est également formé par toutes les petites organisations non formelles et le privé. On peut donc estimer le nombre de personnes alphabétisées chaque année à près de 6000 à 7000, par toute l'organisation confondue. Malheureusement nous n'avons pas de chiffres exacts étant donné qu'aucune étude ne s'est faite sur ce sujet.

8.7.2. L'impact qualitatif

Une étude qualitative vient d'être menée, sur le travail fait par les deux grandes organisations qui interviennent dans le domaine de l'alphabétisation, nous allons dans ce qui suit donner un aperçu des résultats obtenus.

8.7.3. L'impact général

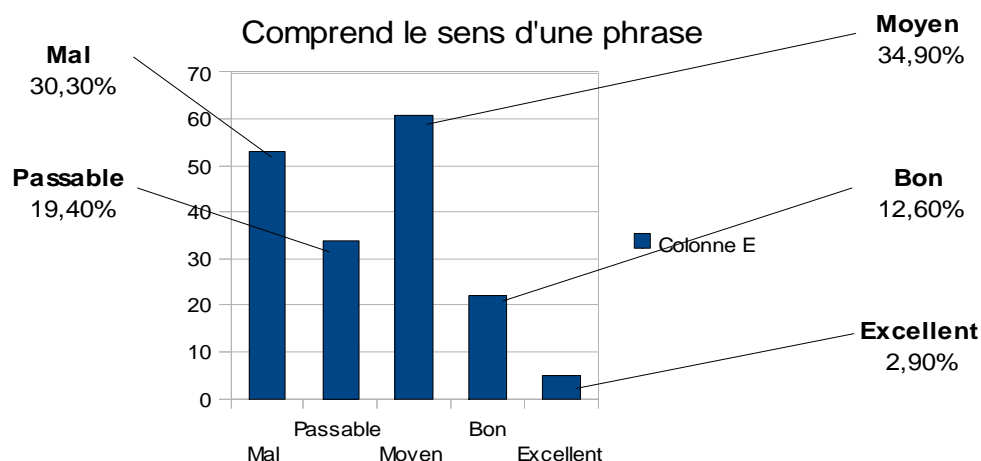
8.7.3.1. Evaluations du niveau de connaissance

- **En lecture**

Sait lire une phrase	NB. Cit	Fréq.
Mal	47	26,9%
Passable	41	23,4%
Moyen	48	27,4%
Bon	20	11,4%
Excellent	19	10,9%
Total OBS	175	100%

Pour la lecture on constate que 26.9% ont des difficultés à lire, le reste de l'effectif a profité à différents degrés de l'alphabétisation.

- ***En compréhension***



Pour la compréhension, on constate que 30.3% ont du mal à comprendre le sens d'une phrase, les 60.7% restant comprennent la phrase, ce qui veut dire que l'apprentissage est plutôt positif.

▪ *En calcul*

Sait faire les quatre opérations	NB. Cit	Fréq.
Mal	54	30,9%
Passable	39	22,3%
Moyen	44	25,1%
Bon	31	17,7%
Excellent	7	4,0%
Total OBS	175	100%

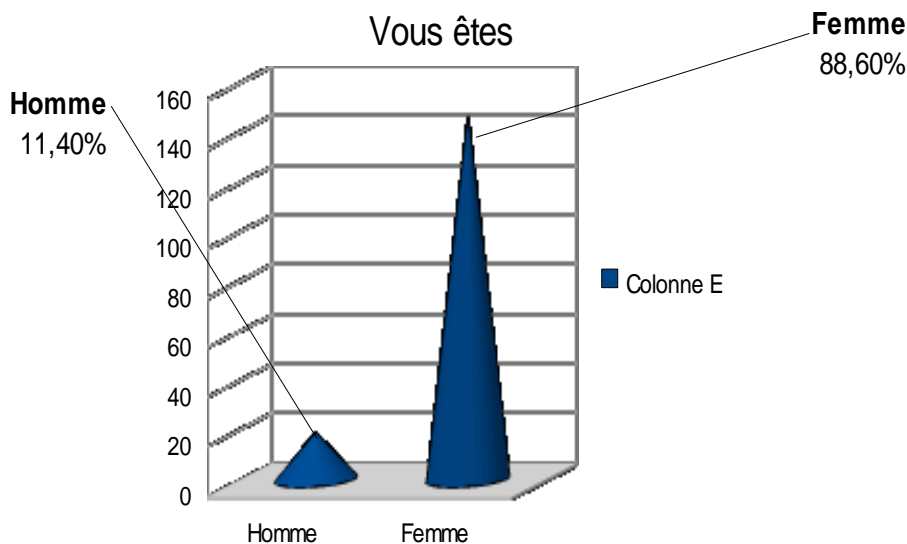
Pour évaluer leur niveau en calcul, nous avons fait passer un test avec le quatre opérations, les résultats obtenus nous montrent que 30.9% éprouvent des difficultés majeures, le reste des personnes alphabétisés s'en sort plutôt bien.

8.7.4. Profil socioéconomique des alphabétisés

▪ *Age*

Age	Nbre Cit.	Fréq
15 à 25	115	69,3%
25 à 30	33	19,9%
30 à 35	11	6,6%
35 à 40	6	3,6%
40 à 45	1	0,6%
Total OBS.	166	100%

▪ *Sexe*



▪ *Situation socioprofessionnelle*

Que faites-vous dans la vie ?	Nb.Cit	Fréq
Chômeur	126	75,9%
Agent de l'Etat	6	3,6%
Commerçantes	10	6,0%
Employé	6	3,6%
Ouvrier	18	10,8%
Total OBS.	166	100%

▪ *Utilité de l'alphabétisation d'après les alphabétisés :*

A votre avis, l'alphabétisation vous a servi ?	Nbre cit.	Fréq.
Apprendre à lire	26	15,7%
Apprendre à lire, écrire et compter	44	26,5%
Apprendre à parler (français, arabe)	16	9,6%
Devenir quelqu'un d'instruit	9	5,4%
Améliorer sa vie	143	86,1%
Trouver un emploi	116	69,9%
Savoir ce qui se passe dans le monde	56	33,7%
Ca ne sert à rien, ou à grand-chose	40	24,1%
Autre réponse	4	2,4%
Total OBS.	166	100%

Quant à l'utilité de l'alphabétisation leur impression diverge, mais ils sont d'accord sur trois points essentiellement:

- c'est pour améliorer sa vie
- trouver un emploi

- savoir ce qui se passe dans le monde

Ces trois réponses sont les plus cités et représentent très probablement

L'objectif principal recherché par nos alphabétisés. Il semble que tout tourne Autour du travail, l'enquête nous a montré que la majorité absolue des alphabétisés était des chômeurs, très probablement à la recherche d'emploi.

L'alphabétisation est considérée comme étant un moyen de s'améliorer pour
Peut être trouvé un emploi et par conséquent une vie meilleure.

- *Volonté d'apprendre*

Souhaitez-vous à apprendre à mieux parler	Nbre cit.	Fréq.
Oui	162	97,6%
Non	4	2,4%
Total OBS.	166	100%

La volonté d'apprendre et de s'améliorer est là, comme on le voit à la question souhaitez-vous apprendre à mieux parler la langue d'alphabétisation, leur réponse est oui à 97.6%, ce qui montre que ces personnes veulent apprendre. La plupart nous ont dit qu'il regrettait que l'alphabétisation ne durait que trois ans. Pour eux trois ans de formation est insuffisants. On ne peut qu'être d'accord avec eux.

9. LES RECOMMANDATIONS

- Elaborer un curricula qui tient compte des besoins réels des alphabétisés.
- Elaborer des manuels adaptés
- Produire en quantité suffisante ces manuels
- Mettre à la disposition de tous les acteurs de l'alphabétisation
- Programmer une étude pour une alphabétisation réellement fonctionnelle, qui impliquerait une identification préalable des besoins et problèmes.
- l'élaboration de plans et outils de formations utilisant ces besoins et problèmes spécifiques comme points de départ et d'arrivée de l'alphabétisation/formation.
- Former sur l'ensemble du pays un corps permanent d'alphabétiseurs et à cours terme le pays doit disposer de professionnels de l'alphabétisation.
- Appuyer les petites organisations privées qui participent à l'alphabétisation des personnes dans le domaine surtout de la formation.
- Organiser des campagnes de sensibilisation pour une prise de conscience du rôle essentiel que peut et doit désormais joué l'alphabétisation dans le cadre de la lutte nationale contre la pauvreté et pour la promotion de l'individu et du citoyen.
- Organiser de façon régulière des rencontres entre les différents intervenants dans les différents programmes d'alphabétisation, de manière à mener une réflexion de fond sur les problèmes de l'alphabétisation en république de Djibouti.

- Rechercher une adaptation des programmes et méthodes d’alphabétisation aux caractéristiques et besoins spécifiques des différents publics concernés.
- Mettre en place à cours terme une alphabétisation qui s’appuierait sur les langues maternelles des apprenants afin de faciliter les apprentissages ultérieurs mais aussi de valoriser ces langues et de ne pas perdre les acquis réalisés au sein de la famille et dans le milieu d’origine.
- Créer une base de données statistique donnant de façon précise toutes les informations concernant les indicateurs retenus comme pertinents au niveau international en matière d’alphabétisation, à savoir :
 - le taux d’analphabétisme chez les jeunes de 15 à 25 ans ;
 - le taux d’analphabétisme global chez les adultes de 15 ans et plus ;
 - l’indice de parité d’alphabétisation entre sexes (rapport entre le taux d’alphabétisation des hommes et celui des femmes.)
- Prévoir les moyens d’actualiser de façon régulière ces données.
- Faire une évaluation nationale de toutes les organisations qui interviennent dans le domaine de l’alphabétisation ainsi que leur outil et méthodes de travail.
- Elaborer un plan d’action national pour l’alphabétisation.
- Travailler plus sur la qualité de l’alphabétisation et pas seulement sur la quantité.
- Organiser tous les ans ou tous les deux ans une journée de sensibilisation sur l’alphabétisation en république de Djibouti.
- Impliquer plus l’éducation nationale dans le domaine de l’alphabétisation, puisqu’elle dispose des moyens et ressources humaines les plus importants.
- Créer au sein du ministère de l’éducation nationale une cellule chargée de l’alphabétisation. Cette cellule aurait pour mission : de suivre ce qui se passe au niveau de l’alphabétisation, de mener des recherches sur la manière d’améliorer les programmes et outils de travail, d’assurer une coordination plus efficiente de toutes les organisations qui interviennent dans le domaine de l’alphabétisation, de servir d’observatoire de tout ce qui se passe au niveau de l’alphabétisation, d’élaborer des stratégies pour améliorer le fonctionnement des différents programmes d’alphabétisation, d’organiser des réunions régulières sur les problèmes de l’alphabétisation, d’aider les organisations qui ont des problèmes, en leur apportant un appui conséquent à ceux qui la solliciteraient, d’être un interlocuteur avec les différents bailleurs de fond.
- Faire en sorte que l’alphabétisation fasse partie intégrante de notre système de formation et d’éducation de la population.
- Avoir une vision à long terme de notre système d’alphabétisation.

10. CONCLUSION

En conclusion on peut dire que l’alphabétisation à Djibouti est bien partie, aussi bien au niveau des organisations agréées que celles qui ne le sont pas. Mais tout reste à faire en ce

qui concerne le travail de coordination, un grand travail est à accomplir dans les années qui viennent si l'on veut voir notre système d'alphabétisation se développer et toucher plus de personnes.

La mobilisation pour une alphabétisation à grande échelle est réalisée, à tous les niveaux de la société, nous avons une volonté d'alphabétiser et d'améliorer la société. Le gouvernement a manifesté son désir d'alphabétiser le maximum de personnes, en organisant des programmes d'alphabétisation sur l'ensemble du pays.

La société civile elle aussi s'est mobilisée, elle est prête à prendre part à cette lutte contre l'ignorance et la pauvreté. Ses actions de plus en plus importantes ne cesse de faire reculer l'ignorance.

Le privé est aussi parti prenante dans cette lutte contre l'analphabétisme et la pauvreté, malgré des moyens limités, le privé est engagé de façon irréversible dans cette aventure qui consiste à faire reculer autant que possible l'ignorance.

Les efforts fait par cet ensemble aboutira à très court terme, à faire éradiquer l'analphabétisme ou tout au moins à le faire reculer, Djibouti comme on l'a dit en début de rapport est l'un des pays du continent africain où l'analphabétisme est le plus important. L'objectif est donc de sortir de cette situation et revenir au pire à une situation moyenne et au mieux dans la moyenne. Et pour cela l'ensemble de la société djiboutienne doit se mobiliser.

ANNEXES

Dans l'annexe qui suit, nous avons mis en premier un tableau récapitulatif des différentes organisations intervenant dans le domaine de l'alphabétisation des adultes, qui existe dans l'ensemble du pays. Avec naturellement leurs principales caractéristiques.

Il s'agit le plus souvent d'organisations privées qui se financent-elles mêmes et dont quelques caractéristiques marquantes vous seront donné dans ce qui suit.

1. TABLEAU RECAPITULATIF :

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Statut</i>	<i>Nbr d'année d'existence</i>	<i>Longue d'alpha</i>	<i>Nbr d'alpha</i>	<i>Nbr de niveaux</i>	<i>Enseignant</i>	<i>Ville</i>	<i>Financement</i>	<i>Programme utilisé</i>	<i>Subvention</i>	<i>Faites utile</i>
La persévérance	Privé	5 ans	Français Arabe	70 pers	4	2	Ali Sabieh	Frais et cotisation	Cripen	Non	Absolument
Salah Hassan Abdi	Privé	2 ans	Français Anglais	100 pers	7	5	Ali-Sabieh	L'association afar, cotisation	Système du menesup	Non	Oui
Tostan	ONG	3 ans	Afar	23 pers	1	1	Tadj	ONG Tostan pour l'appui financier	Selon la base utilise par l'UDC (Dimi-reed)	Non	Oui
UDC	ONG	4	Afar	19 pers	1	1	Tadj	aucun	Dimis-reeds, établi par l'UDC	UDC	Non
Al Ramaha	Association	10 ans	Arabe	150 pers	1	7	Dikhil	C'est les adhérents de l'organisation qui cotisent	Arabe (yemen)	Oui	Oui
Ali	Privé	25 ans	Arabe	260 pers	1	7	Dikhil	Ces sont les adhérents de l'organisation	Arabe (yemen)	Oui	Oui
Ecole Arabe	ONG	3 ANS	Arabe	80 pers	1	4	Djibouti	Aucun, l'école se débrouille avec ses ressources propres	Arabe	Non	Oui, très utile pour l'analphabète
Tostan /MPF	ON Ministère		Afar / Somali	1200 pers.							

UDAB	Association	6 ANS	Afar	50 pers	1	2	Djibouti	Appui matériel ONG tostan	Somali/Afar	Oui	Oui
Nour AL-diin privates School	Privé	2 ans	Anglais	240per	1	4	Djibouti	Aucun appui, l'école se débrouille avec ses propres ressources	Anglais	Non	Oui
Balballa School	Privé	21 ans	Anglais	200 pers	1	4	Djibouti	Auto-financement	Anglais	Non	Oui, c'est très utile
Ecole arabe al-gord oba	ONG	7 ANS	Arabe	120 pers	1	5	Djibouti	Aucun appui, l'école se débrouille avec ses propres ressources	Arabe	Non	Oui,
TAWAKAL	Privé	4 ans	Français	70 pers	3	3	Djibouti	Aucun financement, ressources propres	Cripen	Non	Oui
Bab-EL Madas	Privé	10ans	Arabe	6pers	3	7	Djibouti	Aucune aide	Comme tous les autres (langage, maths)	Non	Oui
Trouz-Isimia	Privé	10ans	Arabe	6pers	5	3	Djibouti	Comme l'autre école islamique on n'a aucun aide	Langage, maths	Non	Oui
Ecole TBN Mascous	ONG	9ans	Arabe	5pers	6	4	Djibouti	Aucun financement extérieur	Grammaire et arabe	Non	Bien sur je transmets un savoir, et un

											savoir-faire
Ecole Salah	Privé	20ans	Arabe	30pers	1	5	Djibouti	Aucun financement extérieur	Etude religieuse et programme arabe	Non	Oui
Ecole AL-Adkar	Privé	24ans	Arabe	50pers	5	5	Djibouti	Aucun financement extérieur	Etude religieuse et programme arabe	Non	Oui
IMAN	Privé	5ans	Somali	100pers	1	8	Djibouti	Aucun financement extérieur	Chacun enseigne sa spécialité	Non	Oui
Al-Badar Islamique	Association	23ans	Arabe	50pers	7	4	Djibouti	Aucun financement extérieur	Chaque niveau	Non	Oui
Islah arabe School	Privé	11ans	Anglais	100pers	6	1	Djibouti	Aucun	Primaire	Non	Oui
en School of anglais	Privé	2ans	Somali	200pers	1	5	Djibouti	Aucun	Primaire anglais	Non	Oui, très utiles pour les analphabètes
Anglais Learning	ONG	7ans	Anglais	240pers	4	6	Djibouti	Appui en livres de lecture par les troupes Américaines	Primaire anglais	Non	Oui, très utiles pour les étudiants
Al-tahdib school	Privé	10ans	Arabe	170pers	1	6	Djibouti	Aucun appui	Primaire arabe	Non	Oui, très utile pour l'analphabète

2. QUEQUES CARACTERISTIQUES MARQUANTES DES ORGANISATIONS RECENSEES :

2.1 Statut

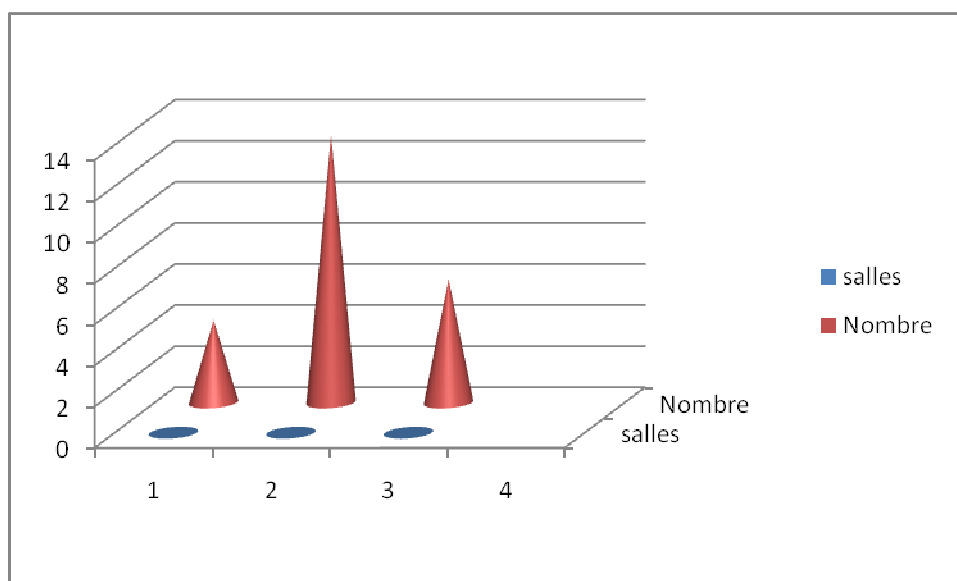
Nous avons constaté que sur les 23 organisations recensées, 2 sont des Associations, 7 sont des ONG, et 14 sont des organisations privées.

2.2 Langue d'alphabétisation

Longue d'alphabétisation?	Nb. cit.	Fréq.
Fraçais	3	13,0%
Anglais	9	39,1%
Somali	3	13,0%
Arabe	13	56,5%
Afar	3	13,0%
TOTAL OBS.	23	

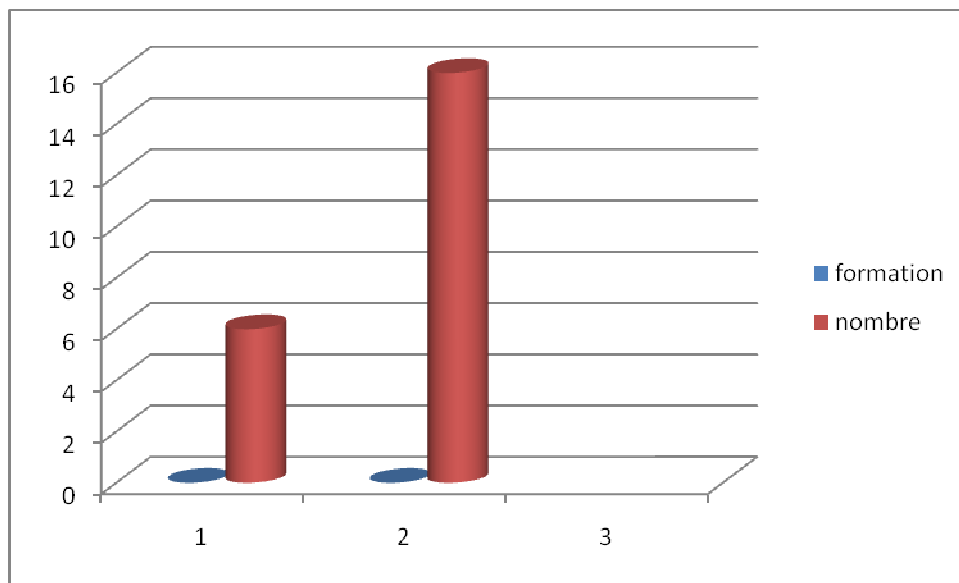
En ce qui concerne la langue d'enseignement 3 organisations font leurs Enseignements en français, 9 le font en anglais, 3 en Somali, 3 en Afar et enfin le font en arabe.

2.3 Nombre de salles de classes



Pour les salles de classe, on constate que 4 organisations disposent de 1 à 2 salles, 13 en disposent 3 à 4 et enfin 6 possèdent de 5 à 6 salles.

2.4 formation des enseignants



Pour la formation, nous constatons que 6 organisations donnent une Formation à leurs enseignants, mais la majorité c'est-à-dire les 16 organisations Restantes sur le 23 recensés ne donnent aucune formation à leurs enseignants.

Pour eux le bagage académique des enseignants suffit largement.